

Synthèse de l'étude¹ sur le coût alimentaire des élevages porcins et avicoles en fonction du mode de fabrication des aliments (FAF/FAB)

réalisée par le CEREOPA² avec le concours de CERFRANCE³ pour le compte de FRANCEAGRIMER

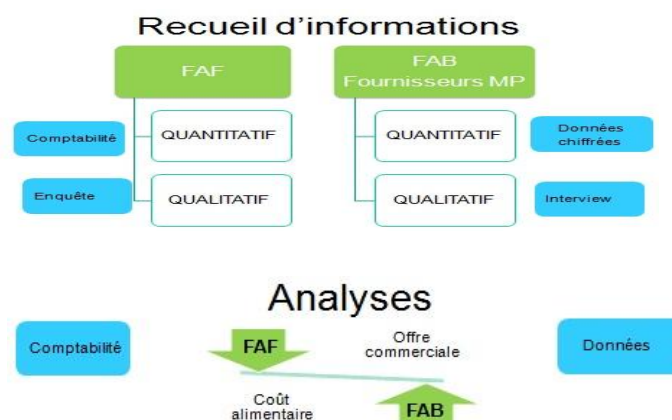
Contexte et objectifs

Afin de mieux connaître et d'objectiver l'écart réel existant sur le coût alimentaire de l'alimentation à la ferme (FAF) et de l'aliment complet (FAB), une étude a été commanditée par FranceAgriMer. Son objectif premier est d'apporter des éléments de réponse sur la réalité de cet écart, dans différentes régions, en prenant en compte l'ensemble des coûts qui sont attachés à l'approvisionnement alimentaire des élevages de porcs et de volailles. Une mise en perspective des résultats face à la valorisation des animaux, complète l'analyse. L'étude porte aussi un regard sur les origines de la FAF et sur ses défis futurs, et appréhende le rôle des FAB et leur contribution dans l'approvisionnement des élevages.

Méthodologie

L'étude repose sur l'analyse détaillée d'un panel de 19 éleveurs "fafeurs", 5 en élevage volailles et 14 en élevage porcine. Ce travail vise à comparer le coût alimentaire FAF à celui qui aurait été obtenu en achetant des aliments complets. L'étude s'est déroulée en trois parties :

- une phase d'acquisition de données comptables doublée d'une enquête qualitative auprès des fafeurs par CERFRANCE.
- une phase d'acquisition de données et d'interviews menée par le Céréopa auprès de fabricants d'aliments du bétail susceptibles d'approvisionner les élevages enquêtés; mais aussi auprès de groupements de producteurs, d'animateurs AIRFAF et de fournisseurs de matières premières.
- une troisième phase, réalisée par le Céréopa, consistant en l'analyse de l'ensemble des données récoltées, afin de reconstituer un coût alimentaire le plus juste possible au niveau de la FAF et des FAB.



¹ Etude Céréopa-CerFrance réalisée en 2016. 135 pages.

² patricia.lecadre@cereopa.fr

³ mvarchavsky@cn.cerfrance.fr

En accord avec le comité de pilotage, la Bretagne (Finistère et Ille et Vilaine), le Nord (Flandres) et le Sud-ouest (5 départements) ont été les régions retenues pour l'étude porc. De part la faible proportion d'éleveurs en FAF dans la filière volailles, un seul bassin de production (le Sud Ouest) a été étudié pour cette production.

A part quelques critères de base (activité de naisseur-engraisseur, élevage d'environ 200 truies, absence d'autres ateliers animaux sur l'exploitation), le choix des éleveurs porcins est resté très libre au sein des CERFRANCE régionaux et reflète une diversité de situations, aussi bien en terme de niveau d'investissement de la FAF, de profil d'éleveurs que de systèmes alimentaires par exemple. En volailles, les éleveurs ont tous été choisis dans les Landes pour leur activité dominante en poulet label jaune des Landes. Ils présentent tous le même profil (intégration "partielle") et ont pour certains, d'autres productions que le poulet sur l'exploitation. Le panel est donc plus homogène qu'en porcs.

Vu la diversité des élevages et la petite taille des panels, il n'était pas possible d'effectuer de requêtes statistiques. Cette étude a donc été réalisée dans une logique de cas documentés pour alimenter l'analyse.

Les résultats d'une étude étant intimement liés aux hypothèses retenues, il convient de préciser les choix méthodologiques réalisés.

- Un travail sur trois campagnes céréalières successives (11/12, 12/13, 13/14) assez typées en terme de dynamique des prix.
- Des charges FAF mises à jour dans quelques cas lorsqu'elles étaient incomplètes (comptabilité, enquête) à partir d'une grille de référence établie sur la base des interviews et de la bibliographie. Les niveaux retenus peuvent être considérés comme modérés.
- Un travail comparatif sur les prix de cession dans le panel Ouest face aux prix de marché.
- Des résultats exprimés en euros par kilo de coût de croît (coût alimentaire en €/t multiplié par l'indice de consommation technique), afin de prendre en compte le niveau technique de chaque élevage. Ils sont présentés soit au niveau de l'exploitation, soit du panel régional.
- La reconstitution d'une séquence alimentaire complète FAB pour chaque panel régional, à partir des prix "catalogue" mensuels des industriels sur leurs gammes les plus vendues. Les caractéristiques nutritionnelles pour un porc charcutier sont en général assez proches entre FAF et FAB (9.7 MJ) en Bretagne et dans le Nord, mais peuvent être différentes et introduire un biais dans le Sud-Ouest. La pondération entre les différents aliments de la séquence a été particulièrement étudiée.
- Afin de ne pas s'arrêter à un niveau théorique, la comparaison FAF/ FAB va au delà d'un prix "catalogue" de l'aliment du commerce (scénario FAB), en intégrant une amélioration de 1% du tarif (scénario FAB+), reflétant des pratiques diverses observées sur le terrain (primes à la collecte, ristourne aliment, escompte commercial, etc.). Enfin, pour prendre en compte une amélioration des résultats techniques de l'élevage dans le cadre du passage à un aliment complet, l'Indice de Consommation (IC) de l'élevage utilisé dans le calcul du coût de croît a été abaissé (-0.05 en FAF intégrale et -0.1 point en FAF partielle pour le porc, -0.05 point pour la volaille) du scénario FAB+ à celui FAB++.

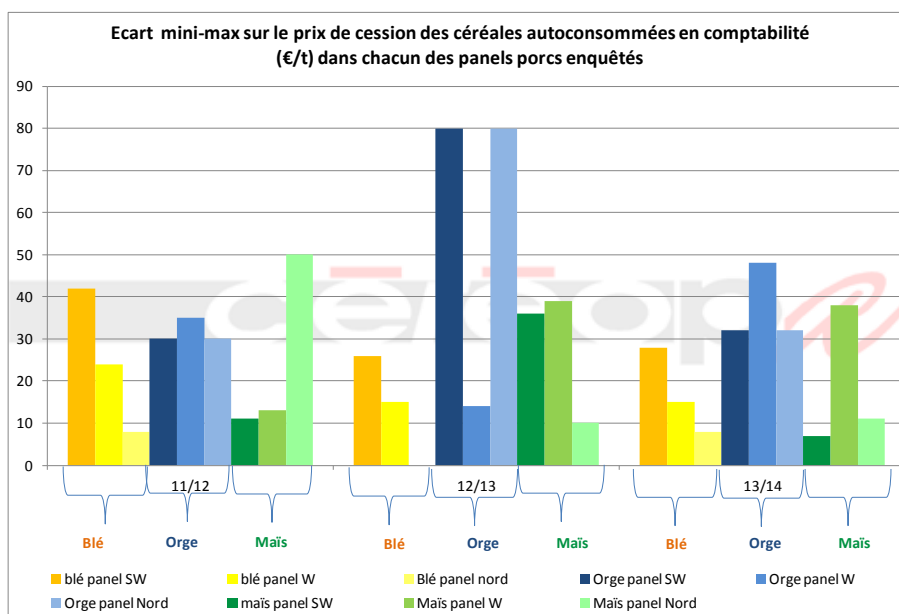
- La part du coût alimentaire du kilo de croût dans la valorisation du produit fini a été calculée dans les deux cas (FAF, FAB), afin de mettre en perspective le résultat pour chaque élevage et donc pour chaque panel.

Résultats

1- Le premier enseignement de l'étude est le degré d'incertitude lié aux données FAF.

Le dépouillement des données comptables et de l'enquête réalisée auprès des fafeurs met en évidence un certain nombre d'éléments susceptibles de faire varier les résultats quant au chiffrage des charges et du coût MP selon les exercices étudiés. Cela a notamment un impact lorsqu'il s'agit de comparer le coût alimentaire FAF à celui du FAB sur une seule année. Le degré d'incertitude peut représenter plusieurs €/t d'aliment reconstitué. En voici quelques exemples :

- **fiscalité** : impact sur les annuités de remboursement des investissements, ne reflétant pas forcément le plan d'amortissement, ce qui peut, certaines années alléger ou non le poste charges. Impact aussi sur le prix de cession des céréales de l'élevage, qui peut s'avérer très éloigné du prix de marché.
- **sous-estimation** de certaines charges, soit par manque de données (énergie, freinte), de factures non différenciées (assurance, broyage, transport matières premières (MP), traitement céréales, entretien), de référence à une grille forfaitaire ou de raisonnement en temps disponible valorisable ou non par la FAF (main-d'œuvre).
- **degré d'incertitude sur les tonnages consommés** (déclaration des stocks, pesée des céréales non systématiques à la récolte, étalonnage ponts bascules et machine à soupe, teneur en matière sèche (MS) des co-produits liquides et du maïs humide).
- **Valorisation des céréales** : la valeur du stock, la prise en compte ou non d'un coût de stockage des céréales de l'exploitation, et surtout le choix du prix de cession de la céréale autoconsommée représente la marge d'incertitude la plus élevée. Le graphique suivant indique l'écart maximum relevé entre les prix de cession dans chacun des panels porcs (Sud-ouest, Ouest et Nord) sur les trois campagnes céréalières.



S'il existe une règle comptable pour définir le prix de cession des céréales de l'exploitation qui varie selon les régions (prix fermes⁴, prix moyen de campagne, prix d'achat, prix de vente, prix fin exercice, etc.), la décision finale semble bien revenir à l'éleveur. Selon le contexte économique ou fiscal de l'année en cours, la valorisation peut être très différente entre exploitations. Par exemple, les prix de cession comptable du panel ouest étaient généralement plus faibles que les prix moyens de campagne (la référence la plus répandue), ce qui peut en partie s'expliquer par la non prise en compte du complément de prix en fin de campagne (jusqu'à 15% du prix moyen) ou par un choix délibéré de l'éleveur.

- *Vue la marge d'incertitude sur certaines charges et la diversité des prix de cession utilisés en comptabilité, la comparaison entre élevages, entre FAF et FAB, et la conclusion sur des moyennes régionales sont à relativiser.*

2- Le coût matières premières (MP) représente 91% du coût alimentaire total moyen des éleveurs des 3 panels porcs, contre 80% environ chez les FAB. Il est donc le principal élément de variabilité des résultats de la FAF porcine.

Les charges de fabrication (hors coût des MP) restent dans la moyenne des études réalisées par les groupements et/ou fabricants et instituts techniques. Mais les écarts sont très importants entre élevages et même entre panels porcs. La moyenne est de 21 €/t dans le panel Ouest contre 24€/t et 29 €/t respectivement dans les panels Sud-ouest et Nord. Les différences proviennent le plus souvent des coûts d'amortissements et de main-d'œuvre.

Coût de fabrication FAF €/t	panel Nord			panel Ouest			panel Sud Ouest		
	mini	moy	maxi	mini	moy	maxi	mini	moy	maxi
Amortissement	6	16	21	4	8	12	0	6	20
autres charges	2	8	12	6	8	13	4	8	15
coût M.O	4	5	8	3	5	8	2	10	18
Total coût fabrication FAF*	17	29	39	16	21	28	8	24	31

** les mini et maxi ne sont pas forcément situés dans les mêmes élevages*

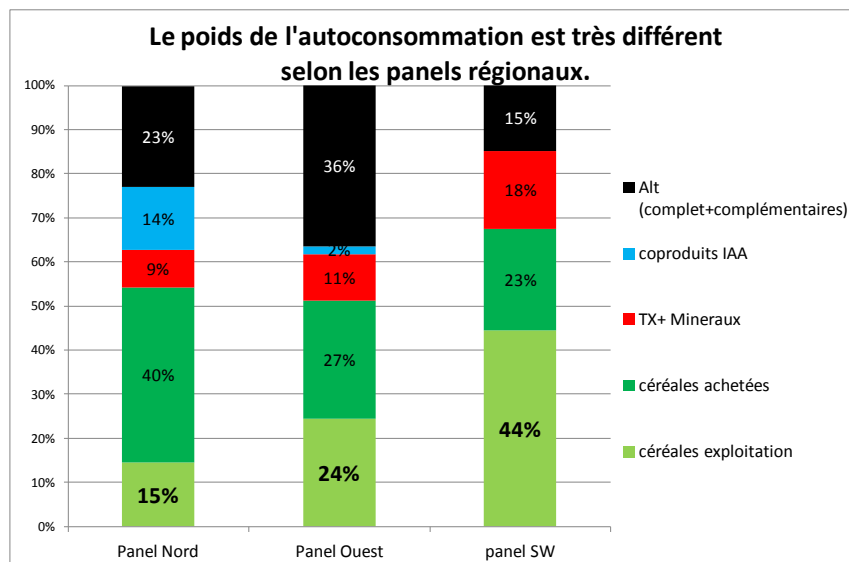
Le coût de fabrication moyen (hors MP) représente 7.3% du coût alimentaire total moyen du panel Bretagne, 11.7% pour le panel Nord et 8.3% pour le panel sud ouest. La moyenne des 3 panels porcs est de 9% contre 19% environ (transport inclus) pour un aliment du commerce.

- *Les charges de fabrication (hors MP) sont moins élevées en FAF porcine que chez les FAB en moyenne, mais peuvent s'avérer très variables d'un élevage à l'autre et pas uniquement en fonction des amortissements.*
- *Le degré de performance du coût alimentaire des élevages porcins de l'étude n'est pas nécessairement lié à son niveau d'amortissement.*

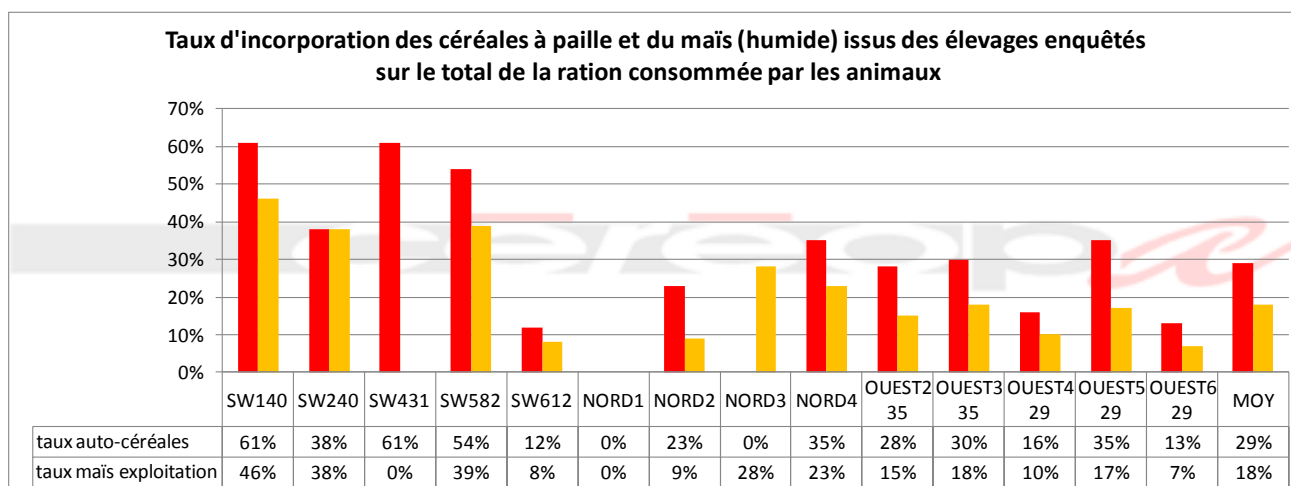
⁴ prix ferme et définitif reflétant la valeur du marché le jour du contrat.

3- La part des céréales achetées est le plus souvent supérieure à celle de l'auto-alimentation dans les systèmes alimentaires porcins étudiés.

Les céréales représentent plus de la moitié de la ration des élevages porcins de l'étude. Le taux moyen est de 55% dans le panel Nord où les co-produits sont très présents (14%). Il est de 52% dans le panel Ouest où la FAF partielle est plus représentée. Il monte à 67% dans le panel Sud-ouest, où le recours au maïs humide est élevé.



Cependant, le taux d'incorporation moyen (dans la ration complète de l'élevage) des céréales produites sur l'exploitation, est de seulement 15% dans le panel Nord (mini 0%, maxi 35%). Il passe à 24% dans le panel Ouest (mini 13%, maxi 35%) et à 44% dans le Sud-ouest (mini 12%, maxi 61%). Aucun des élevages porcins étudiés n'est auto-suffisant (SAU disponible/truie faible, vente de céréales) et un est en hors-sol complet. Si le maïs humide est omniprésent dans les systèmes alimentaires étudiés, le taux d'incorporation moyen (3 panels) du maïs humide issu de l'exploitation est de seulement 18% (mini 0%, maxi 46%). Ce taux moyen varie de 13% et 15% en Bretagne et dans le Nord à 26% dans le Sud Ouest. La part de l'autosuffisance respective des trois panels en maïs est de 79% pour le Sud Ouest, 71% pour le Nord, et 57% pour la Bretagne.



- *Le maïs humide de l'exploitation n'est jamais la céréale majoritaire dans les élevages porcins des panels Ouest et Nord. Sa place est plus importante mais très variable dans le panel Sud-ouest.*
- *L'impact du prix de cession (céréales de l'élevage) sur le coût alimentaire est plus fort dans le panel Sud-ouest que dans les panels Ouest et Nord. La révision des prix de cession du panel Ouest (recalé sur les prix moyens de campagne) n'entraîne d'ailleurs qu'une hausse de 1€/t du prix moyen du panel vu la faible part des céréales de l'élevage dans la séquence alimentaire complète. Les écarts peuvent cependant être nettement plus élevés à l'échelle d'un élevage ou sur une année.*
- *La part des céréales achetées est plus importante que celle des céréales autoconsommées dans les panels nord et ouest. Ainsi, la FAF représente plus une valorisation des céréales locales (voisins et OS) que de celles de l'exploitation, pour les élevages étudiés.*
- *La performance des achats a donc un impact très important dans de nombreux élevages.*

4- Les fafeurs des panels porcs sont moins exposés à la volatilité du marché des céréales dans l'Ouest que dans le Nord et le Sud-ouest, de part les pratiques commerciales des Organismes Stockeurs (O.S).

La part des céréales achetée à l'extérieur n'est pas négligeable dans les élevages étudiés et les contrats sont en grande partie faits avant ou au début de la campagne. Il existe une grande différence entre la Bretagne, où le prix moyen de campagne (acompte+ compléments) est la référence contractuelle la plus fréquente entre voisins ou avec l'O.S, et le Nord et le Sud-ouest où le prix ferme est la pratique commerciale la plus courante (O.S, voisins). Cela implique un risque plus élevé dans ces deux régions et le recours à un arbitrage plus fréquent sur le marché à terme (options) des fafeurs Nord et Sud-ouest, qui sont aussi des vendeurs de céréales. A l'inverse, les éleveurs bretons ne voient pas d'intérêt à utiliser un marché à terme, le prix moyen représentant un "arbitrage" confortable. La gestion du risque de marché dans cette région, est réalisée uniquement par les OS et les FAB.

Cet "avantage" FAF dans l'Ouest, se retrouve aussi au niveau des prix de cession, calés (en principe) sur ce prix moyen en comptabilité, et dans de nombreuses études réalisées. Dans les deux autres panels, le prix de cession est soit le prix de vente pour le panel Nord (l'éleveur est le plus souvent un céréalier actif sur le marché export), soit un prix ferme de début de campagne pour le panel Sud-ouest. La dynamique des prix en cours de campagne céréalière prend alors toute son importance.

Notons que les marchés régionaux du blé dans le Nord et du maïs dans le Sud-ouest sont très volatils, car fortement liés aux exportations maritimes. En 13/14 par exemple, année de fortes ventes à l'exportation titrant le prix du blé meunier à la hausse, les résultats du panel nord (FAF et FAB) ont été pénalisés par rapport aux deux autres régions contrairement aux deux exercices précédents.

- *La performance des achats devrait être impactante sur le coût alimentaire dans les élevages de l'Ouest, mais les contrats étant le plus souvent établis sur un prix moyen de*

campagne (acompte+ complément) en Bretagne, cela limite le risque. Dans le Nord mais aussi le Sud-ouest, où la pratique commerciale la plus répandue est le prix ferme, le risque sur les achats est plus élevé.

5- Les coûts alimentaires FAF sont très hétérogènes selon les élevages porcins et les régions. Les tarifs FAB sont moins variables.

Le panel Nord affiche le coût alimentaire FAF le moins cher, à 248 €/t (moyenne 3 exercices) contre 273€/t pour le panel Ouest et 290 €/t dans le panel Sud-ouest. Ce sont surtout les écarts entre élevages qui sont intéressants à observer. C'est dans l'Ouest que l'écart moyen (3 exercices) entre l'éleveur le plus performant et celui qui affiche le moins bon coût alimentaire est le plus faible, soit 17€/t (6%). La différence passe à 44€/t (17.7%) sur le panel Nord et à 46 €/t (15.8%) pour le panel Sud-ouest. Cela recoupe l'observation sur l'exposition à la volatilité du marché des céréales différente entre régions. En parallèle, les extrêmes entre les tarifs FAB est de 1% dans la région ouest et de 7% dans la Nord.

Sans en tirer de généralités car il est impossible de connaître la représentativité des panels étudiés, nos exemples montrent que les explications à la performance en terme de coût alimentaire peuvent être différentes selon les élevages et les régions. Dans le panel breton, ce sont les fafeurs "mélangeurs" (céréales+complémentaires) situés en Ile et Vilaine qui obtiennent les meilleurs résultats en €/t d'aliment (accès à une céréale moins chère que dans le Finistère notamment). Dans le Nord, la présence de co-produits liquides est essentielle (les prix sont très fluctuants et semblent plus liés à une logique d'écoulement du produit qu'à sa valeur nutritionnelle), mais cela n'explique pas tout. La performance y semble supérieure lorsque le recours à des achats extérieurs de céréales est limité. Le coût alimentaire du panel Sud-ouest est le plus cher rapporté en €/t. La principale raison tient à des prix de céréales élevés (prix de cession particulièrement hauts face au marché en 11/12 et prix d'achat peu performants sur les autres saisons).

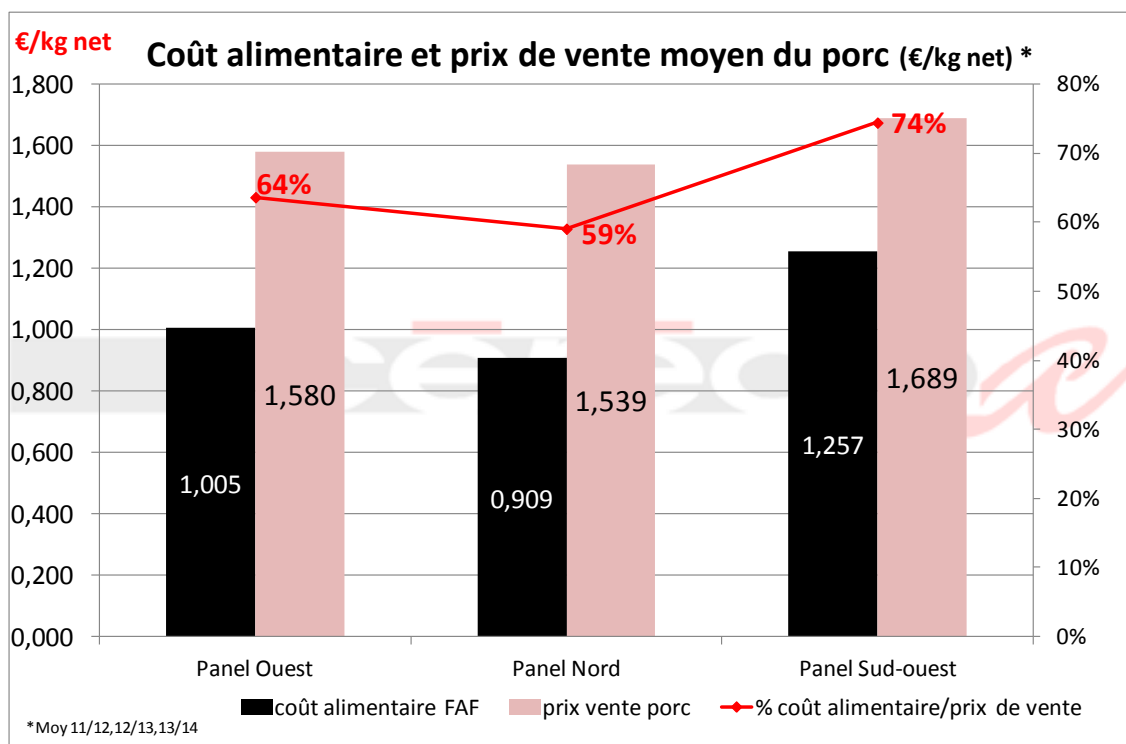
- *Il y a d'autant plus d'hétérogénéité sur le coût alimentaire au sein d'un panel, que celui-ci est exposé à la volatilité des céréales.*
- *La proximité (kms) et l'accès (prix) des MP (céréales de l'exploitation, maïs humide, tourteaux, co-produits agro-alimentaires) reste essentielle à la performance économique du fafeur.*
- *La Bretagne n'est pas la mieux placée en terme de coût alimentaire FAF (ni FAB).*
- *Chaque élevage est un cas particulier et le raisonnement sur des moyennes est dangereux.*

6- Les performances techniques et les valorisations des animaux rebattent les cartes dans les élevages porcins.

L'impact de la performance technique (IC) est primordial. Il permet de conforter ou au contraire de rétrograder la performance économique alimentaire de l'élevage par rapport à la moyenne du panel régional. Par contre, il ne modifie pas la hiérarchie entre panels. Le coût

alimentaire économique moyen du panel Nord reste en tête, avec 0.718 €/kilo de croît vif, contre 0.769 €/kg vif pour le panel Ouest et 0.940 €/kg vif pour le panel Sud-ouest.

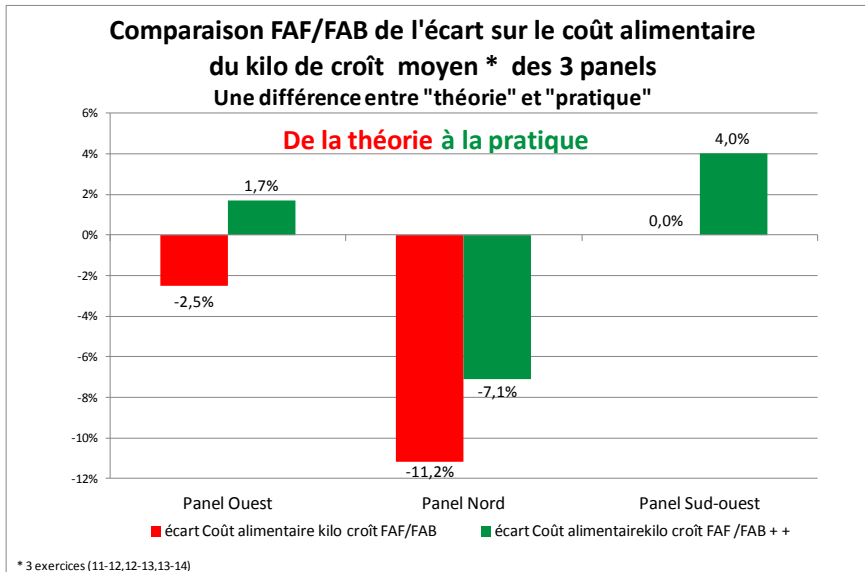
La part du coût alimentaire exprimée en poids net, rapportée au prix de vente moyen des porcs (€/kg carcasse) reste la plus élevée dans le panel sud-ouest (coût FAF et IC supérieurs car porcs plus lourds) malgré une meilleure valorisation des animaux. C'est dans le panel Nord où le rendement carcasse est plus élevé que dans l'Ouest, que cette part est la plus faible.



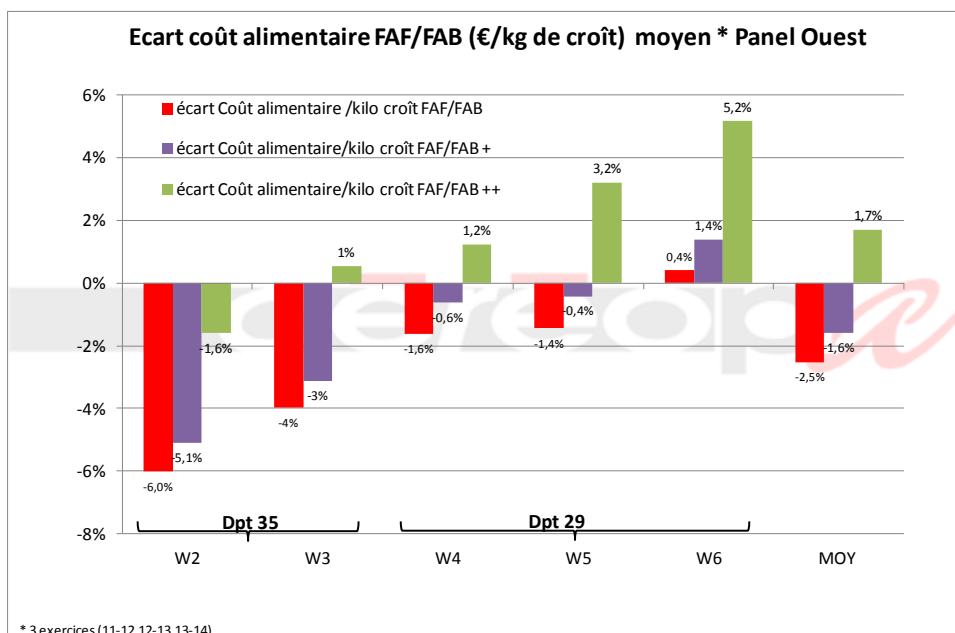
- *Le coût alimentaire FAF doit se raisonner en €/kilo de croît vif, sans se déconnecter de la capacité de l'élevage à bien valoriser ses animaux (intégration, cahiers des charges, circuit court, etc.).*

7- L'avantage de la FAF est loin d'être systématique dans les élevages porcins étudiés.

L'intérêt de la FAF en comparaison à un approvisionnement de l'élevage par des aliments du commerce, exprimé en coût alimentaire en €/kg croît, varie selon les élevages, les régions et les années étudiées. La différence entre la théorie (scénario FAB) et ce qui semble plus proche des observations terrain (scénario FAB++) ne renverse pas l'avantage FAF (-7%) dans le panel Nord. Par contre, dans le panel Ouest, on note une inversion de tendance dans 4 élevages sur 5, ce qui fait basculer le coût moyen de l'échantillon en faveur des FAB (1.7% moins cher). Dans le panel Sud-ouest, l'approvisionnement FAB était déjà moins cher dans 3 élevages sur 5, mais devient vraiment favorable pour le panel dans le scénario FAB++.



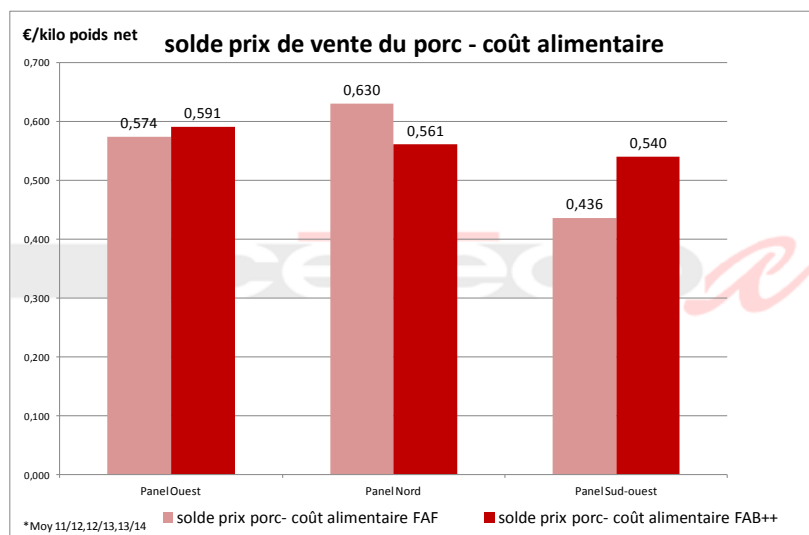
Il faut cependant se méfier d'une moyenne sur ces petits échantillons qui révèlent des écarts importants dans les résultats selon les élevages et/ou les exercices comptables. Il faut donc suffisamment de recul (plus des trois ans étudiés) pour conclure sur la meilleure option. Dans certains élevages (panel Nord notamment), il semble cependant clair que les différents scénarios FAB ne remettent pas en cause l'intérêt de la FAF. Pour d'autres (3 dans le panel Sud-ouest notamment), l'intérêt de l'aliment complet semble avéré. En Bretagne, les résultats sont plus nuancés, comme le montre le graphique suivant. Une étude "théorique" (scénario FAB) conclurait à l'avantage de la FAF dans 4 cas sur 5 sur une moyenne de 3 ans, mais seulement de 3 cas sur 5 sur l'exercice 13/14 (l'arrêt de l'utilisation de coproduits dans l'élevage W3 cette année là fait basculer l'avantage au FAB). Mais l'étude "terrain" (scénario FAB++) conclue à un avantage FAB pour 4 élevages sur 5.



- *Il existe plus d'écart sur le prix de l'aliment entre fafeurs d'un même panel qu'entre un approvisionnement FAB vs FAF dans une même région.*
- *La différence entre théorie et pratique remet en cause l'avantage FAF dans 3 élevages sur 4 du panel Ouest (le 5ème basculant dès le tarif "catalogue"). Dans d'autres cas (Nord et Sud-ouest) cela confirme soit l'avantage de la FAF, soit celle du FAB selon les élevages.*

8- Le raisonnement doit aller jusqu'à la marge.

L'avantage potentiel du coût alimentaire FAF peut être en partie "perdu" par une moins bonne valorisation du porc (sauf en circuit court). Certains cahiers des charges rémunérateurs sont en effet plus difficiles à maîtriser en FAF. A l'inverse, une meilleure valorisation du produit fini, ne veut pas dire une meilleure marge si la part du coût alimentaire augmente aussi. Dans le graphique ci-dessous, on compare le solde (rapporté au kilo de poids net) entre le coût alimentaire FAF ou FAB++ et le prix de vente des animaux. N'ayant pas accès aux autres charges de l'élevage, le calcul de la marge n'était pas possible.



9- Une FAF performante dans le panel poulet label des Landes

Le système alimentaire moyen du panel volailles se compose de 65% de maïs sec et de 35% d'aliment complémentaire. Il est assez homogène entre élevages. Pourtant, on constate des écarts de coûts alimentaires FAF non négligeables entre exploitations avec une moyenne sur les trois exercices étudiés de 1.04 €/kilo, mais un minimum à 0.91€/kg et un maximum à 1.13€/kg. L'étude montre un avantage à la FAF sur la moyenne du panel et quelques soient les scénarios, malgré une utilisation du maïs en sec dans les deux cas. Le coût alimentaire FAB++ est de 1.079 €/kilo (+ 3.7%) correspondant à 63% du prix de reprise du poulet label contre 61% en FAF. Cependant, cela cache une disparité entre élevages, puisque dans deux cas sur cinq, le coût alimentaire FAB s'avère légèrement plus faible que la FAF. Il existe aussi des variations intra-élevage selon les saisons. La forte incertitude sur l'IC FAF du panel volailles et son amélioration par un passage en alimentation complète (performances de l'aliment, tonnages nécessaires), reste un biais important à ne pas sous-estimer. Notre hypothèse

d'amélioration de cet indice est minimale (-0.05 point), et peut s'avérer un levier économique important dans certains élevages.

Ce travail permet de souligner plusieurs points :

1. Le coût de fabrication FAF représente environ 4% du coût alimentaire. Il est particulièrement faible (FAF amorties depuis longtemps, main-d'œuvre limitée).
2. Le prix de cession du maïs reste un élément déterminant du résultat économique de l'élevage. Or la valorisation du maïs en comptabilité semble fortement liée au contexte extérieur. L'éleveur est avant tout producteur et vendeur de maïs. Selon l'état du marché régional de la céréale (fortement lié à l'exportation mais aussi au développement d'autres débouchés), l'éleveur optera pour une valorisation dans son élevage qui peut s'éloigner de son prix de vente moyen.
3. La production des poulets label est encadrée par des cahiers des charges qui sont plus difficiles à suivre en FAF qu'en aliments complets. La technicité des aliments industriels permettant d'améliorer les performances dans ce type d'élevage est de plus en plus importante. Elle prend de vitesse une alimentation traditionnelle moins précise, dans des ateliers qui sont devenus des sources de revenus à part entière quand ils n'étaient que des compléments il y a 20 ans. Les nouvelles installations se font surtout en aliments complets, et la part du complémentaire diminue chez les FAB.
4. Si la recherche d'un coût alimentaire le plus faible possible est primordiale dans l'amélioration du revenu, il ne suffit pas. La vente en circuit-court, en améliorant le prix de vente des poulets, peut compenser un prix d'aliment FAF moins performant.

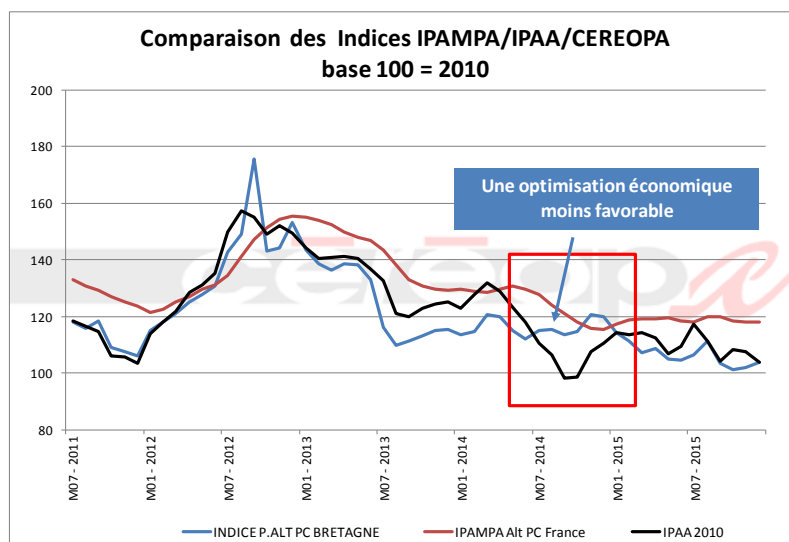
10- La comparaison FAF/FAB est une polémique stérile

Il est toujours dangereux de comparer deux choses qui ne sont pas comparables. De nombreux points différencient l'alimentation FAF de l'approvisionnement FAB. Certains points ont été particulièrement développés dans l'étude. Voici une liste non exhaustive des différences entre les deux systèmes :

- La formulation FAF/FAB n'a pas le même objectif, à savoir la recherche du prix minimum par animal pour l'éleveur, et la recherche de l'optimum économique toutes espèces pour le FAB.
- Le coût MP représente environ 80% du prix de l'aliment FAB contre 91% chez le fafeurs.
- Les modes d'achats et la gestion du risque sont différents (la prise de risque céréales est chez le FAB en Bretagne, les achats de protéines ne s'y effectuent pas de la même façon)
- Le prix des céréales n'est pas optimisable fiscalement chez le FAB, cependant la performance (en gain ou en perte face au tarif) peut être gérée différemment selon que le poste achat est un centre de coût ou de profit dans l'entreprise.
- L'optimisation économique chez le FAB prend en compte le prix de marché en fin de mois (versus une formulation figée en FAF) et entraîne donc une moindre visibilité sur le coût MP pour le fabricant.
- Les MP utilisées sont différentes (maïs sec vs humide, céréales à paille vs maïs, colza vs soja) et plus nombreuses chez le FAB (besoins différents selon les espèces, gestion du risque sanitaire, nombreux cahiers des charges)

- Le FAB supportent des charges supplémentaires : M.O salariée (vs M.O familiale qui n'est pas toujours rémunérée), pression réglementaire, certification, analyses, encours clients (en hausse), arbitrage sur les marchés à terme, etc.
- Les contraintes du FAB sont différentes (approvisionnement multi-espèces, traçabilité, diversité des cahiers des charges).
- La R&D est importante (via les firmes services) chez les FAB, et leur expertise en nutrition participe à l'amélioration des enjeux économiques et environnementaux.

Pour apporter quelques éléments de réflexion supplémentaires à la polémique de l'été 2014, où les éleveurs ont accusé les FAB de ne pas baisser le prix des aliments assez vite, l'étude s'attarde à démontrer que la comparaison des indices IPAA⁵ et IPAMPA biaise l'analyse, le premier étant trop théorique et ne reflétant pas l'optimisation économique d'un aliment porc. C'est une chose de dire que la FAF revient moins cher que l'aliment du commerce dans certains cas, c'en est une autre de dire que les marges des fabricants sont trop élevées. Le graphique suivant montre que l'optimisation économique chez les FAB (reproduite par le coût MP du modèle Prospective Aliment du Céréopa en bleu) était moins favorable que ne le laissait supposer la baisse du panier IPAA.



Conclusions

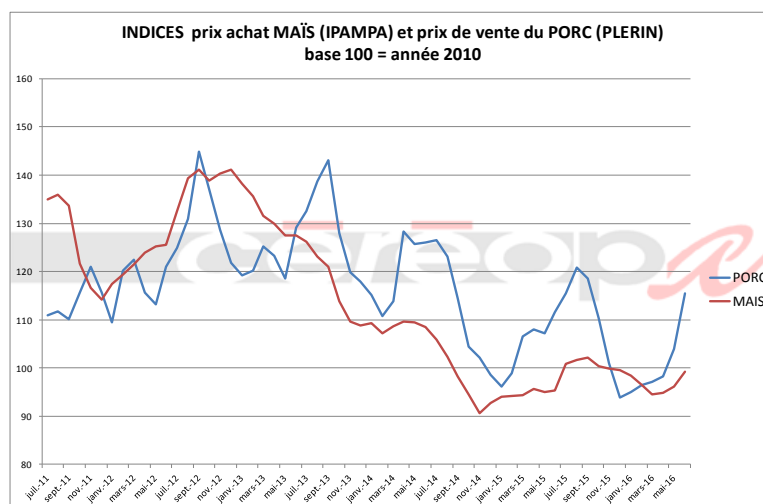
Le faible nombre d'éleveurs enquêtés ne permet pas de donner aux résultats exposés, une valeur statistique. Cependant, ils mettent en lumière, aussi petit soit le panel, des situations contrastées selon les régions et les élevages. Si la recherche d'une meilleure rentabilité semble le facteur déclencheur le plus souvent mis en avant par les fafeurs se lançant dans l'aventure, il semble cependant difficile de conclure à son intérêt dans tous les élevages. En effet, la FAF ne garantit pas le meilleur coût alimentaire du kilo de croît à tous les coups, notamment lorsque l'étude va au-delà d'une approche théorique. Ce travail permet de mettre en lumière des facteurs d'incertitudes importants concernant les résultats, et interroge sur certaines idées

⁵ IPAA : indice suivant l'évolution du prix en disponible (échéance en cours) de 16 matières premières représentatives de la consommation des fabricants d'aliments. IPAMPA : indice des prix d'achat des moyens de production agricole.

reçues (le taux d'auto-provisionnement des élevages FAF, l'exposition à la volatilité du prix des céréales différente selon les régions, etc.)

Au-delà des recommandations rédigées dans la dernière partie de l'étude, il semble possible de dégager certains enseignements. Si les fafeurs ne souhaitent pas remettre en cause leurs choix (seulement 3 éleveurs sur 21 enquêtés se posent la question), les stratégies d'installation en FAF porcine (essentiellement en Bretagne aujourd'hui) ne doivent pas se faire pour des raisons uniquement fiscales. Dans l'Ouest, on investit aujourd'hui dans la machine à soupe et les silos-tours faute de pouvoir investir dans le foncier. S'ajoute à cela des aides régionales et des taux d'intérêt tentants. Il faut donc garder en tête un certain nombre d'éléments qui peuvent remettre en cause, à terme, l'intérêt de la FAF :

- La facilité d'accès actuelle et future aux MP (céréales, co-produits) est primordiale. Or en terme d'approvisionnement, les choses ne sont pas figées. L'accès au maïs humide dans le Finistère est de plus en plus cher. L'accès aux co-produits IAA évolue et se contracte (réglementation biodéchets, captage et « anoblissement » par le négoce, méthanisation, cracking du lactosérum, exportations). Leurs prix sont de plus en plus indexés sur Euronext.
- La pérennité d'un avantage du maïs humide face au blé n'est pas garantie (évolution de l'écart de prix sur les marchés régionaux, hausse de la prime pour capter le maïs du voisin)
- La forte hausse du coût de production des céréales depuis 10 ans peut remettre en cause la production de maïs dans certaines zones (prix des terres dans le Sud Ouest et le Nord, écart de marge blé/maïs, pomme de terre/maïs, etc.).
- La faible, voire la non rémunération du service (analyses, formulation, marchés) sur les aliments complémentaires dans un contexte de baisse des volumes FAB ne pourra pas perdurer. Les fabricants ont, avec les crises successives, endossé un rôle de banquier qui n'est pas le leur. Cela limite les investissements dans la R&D, qui absorbe traditionnellement 40% de la valeur ajoutée annuelle. Il existe aussi un risque de désertification technique pour les fafeurs, là où la densité porcine décline et là où l'aliment complet a disparu.
- Les fafeurs bretons sont moins exposés à la volatilité du marché des céréales que ceux des autres régions grâce aux pratiques commerciales des O.S (prix moyen de campagne). Or une prise de risque plus importante à venir est possible dans cette région (les prix fermes s'y développent). Cela entraînera la nécessité (inexistante aujourd'hui) de s'arbitrer sur le marché à terme et augmentera les écarts de performance entre élevages.
- Certains cahiers des charges contraignants sur l'alimentation mais rémunérateurs sur le produit fini, sont difficiles à maîtriser en FAF. Or une alimentation à la ferme performante n'a pas d'intérêt si la rémunération des animaux n'est pas au rendez-vous.
- Le développement "opportuniste" de la FAF partielle (mélangeurs) doit être transformé en performance alimentaire grâce à l'expertise nutritionnelle indéniable des FAB qui doivent accompagner les éleveurs.
- L'avantage environnemental et sociétal FAF est loin d'être évident. Il convient d'en faire le bilan.
- L'utilisation du maïs humide en FAF ne règle ni la volatilité de la céréale (à moins de déconnecter son prix de cession du marché), ni celle du porc, ni la marge de l'élevage.



Parce que nous sommes le premier pays céréalier européen, que le marché des protéines est particulièrement disputé dans l'hexagone (nombre de négociants élevé) et que nous avons de nombreux co-produits à notre disposition, nous affichons sans doute le coût matière première le plus faible d'Europe en FAB comme en FAF. Le maillon alimentation n'est donc pas celui qui mérite le plus d'attention lorsque l'on cherche des explications à un manque de compétitivité de nos filières animales. D'ailleurs la comparaison avec nos concurrents européens pointe régulièrement deux points noirs : la faible concentration des élevages (même en FAF, les gros élevages s'en sortent mieux grâce à l'écrasement des charges) et la faible valeur ajoutée dégagée par le maillon abattage.

Vouloir opposer FAF et FAB est dangereux et stérile, chacun ayant un rôle à jouer dans l'approvisionnement du cheptel français. Mais le débat pose la question de la relation entre les différents acteurs, et de la captation de la marge. Sauf à vouloir se calquer sur un modèle espagnol intégré et branché sur l'importation (maïs/soja), les éleveurs et les fabricants français, intimement liés en amont, devraient plutôt unir leurs forces pour peser face à l'aval.